

Ministère de la Santé et des Services sociaux			
Présences		Absences	Invité(e)s
Dominique Savoie, SM	Marc-Nicolas Kobrynsky, SMA – DGSPS	Luc Bouchard, SMA – DGTI	Elyse Berger, DGAUMIP
Daniel Desharnais, SMA – DGRMAI	Patricia Lavoie, DAJ		Daniel Castonguay, DGSP
Horacio Arruda, SMA – DGSP	Vincent Lehouillier, SMA – DGRHR		Michel C. Doré, DGAUMIP
Marie-Eve Bédard, SMA – DGSP	Caroline Lemelin, DGTI		Daniel Paré, DGSP
Pierre-Albert Coubat, SMA – DGFARB	Chantal Maltais, SMA – DGPPFC		Diane Poirier, DGCRMAI
Luc Desbiens, SMA – DGILEA	Jean Maitre, SMA - DGPS		Julie Maltais-Laflamme, DGPS
Josée Doyon, SMA – DGGMO	Lucie Opatrny, SMA, DGAUMIP		
Mélanie Drainville, BSM	Johanne Pelletier, DCOM		
Yovan Fillion, BSM	Natalie Rosebush, SMA, DGAPA		
France Gagnon, BSM	Geneviève Tremblay, DGCRMAI		
Julie Harvey, BSM	Mélanie Brassard, DGCRMAI		
Établissements			
Présences		Absences	
01 - Isabelle Malo, CIUSSS du Bas-Saint-Laurent	06 - Francine Dupuis, CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	02 - Julie Labbé, CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean	
02 - Julie Lavoie, CIUSSS du Saguenay – Lac-Saint-Jean	06 - Julie Ricciardi, CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal	09 - Claude Lévesque, CISSS de la Côte-Nord	
03 - Denis Bouchard, IUCPQ – Université Laval	07 - Josée Filion, CISSS de l'Outaouais	09 - Denis Tremblay, CLSC de Naskapi	
03 - Martin Beaumont, CHU de Québec – Université Laval	08 - Caroline Roy, CISSS de l'Abitibi-Témiscamingue	16 - Richard Deschamps, CISSS de la Montérégie-Centre	
03 - Michel Delamarre, CIUSSS de la Capitale-Nationale	09 - Régis Harvey, CISSS de la Côte-Nord	17 - Minnie Grey, RRSSS du Nunavik	
04 - Carol Fillion, CIUSSS de la Mauricie-et-du-Centre-du-Québec	10 - Nathalie Boisvert, CRSSS de la Baie-James		
05 - Stéphane Tremblay, CIUSSS de l'Estrie-CHUS	11 - Chantal Duguay, CISSS de la Gaspésie		
06 - Caroline Barbir, CHU Ste-Justine	11 - Jasmine Martineau, CISSS des Îles		
06 - Fabrice Brunet, CHUM	12 - Patrick Simard, CISSS de Chaudière-Appalaches		
06 - Jocelyn Boucher, CHUM	13 - Christian Gagné, CISSS de Laval		
06 - Sonia Bélanger, CIUSSS du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal	14 - Eric Salois, CISSS de Lanaudière		
06 - Manon Boily, INPL Philippe-Pinel	15 - Rosemonde Landry, CISSS des Laurentides		
06 - Mélanie La Couture, ICM	16 - Lise Pouliot, CISSS de la Montérégie-Centre		
06 - Sylvain Lemieux, CIUSSS de l'Est-de-l'Île-de-Montréal	16 - Louise Potvin, CISSS de la Montérégie-Est		
06 - Frédéric Abergel, CIUSSS du Nord-de-l'Île-de-Montréal	16 - Yves Masse, CISSS de la Montérégie-Ouest		
06 - Lynne McVey, CIUSSS de l'Ouest-de-l'Île-de-Montréal	17 - Fabien Pernet, RRSSS du Nunavik		
06 - Martine Alfonso, CUSM	18 - Daniel St-Amour, CCSSS de la Baie-James		
06 - Pierre Gfeller, CUSM			
06 - Lawrence Rosenberg, CIUSSS du Centre-Ouest-de-l'Île-de-Montréal			

	SUJETS	RESPONSABLE(S)
1.	ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR	Daniel Desharnais, DGCRMAI
	L'ordre du jour est adopté.	
2	SUIVIS DES GRANDS DOSSIERS	
2.1	<i>Suivis de la sous-ministre</i>	Dominique Savoie, SM
	<p>La sous-ministre présente les dossiers en suivi.</p> <p>Le budget du gouvernement est raisonnable compte tenu des coûts de la pandémie. Les coûts récurrents en lien avec la COVID-19 devraient être couverts.</p> <p>Concernant les négociations en lien avec le PQI, madame Savoie mentionne qu'il y a beaucoup de projets intéressants qui ne sont pas financés pour le moment et que le réseau devra mener à terme les projets déjà financés avant d'en reprendre de nouveaux.</p> <p>Le gouvernement a resserré les règles contractuelles en cas d'urgence sanitaire, comme il est attendu que l'exercice de reddition de compte post-pandémie soit exhaustif. La sous-ministre demande aux PDG de s'assurer de la conformité de leurs dossiers contractuels.</p> <p>Madame Savoie rappelle les enjeux sur la vaccination et la priorisation des clientèles. Elle invite les PDG à se préparer à un volume plus élevé de doses dans les prochaines semaines. Elle rappelle qu'il n'y a aucun enjeu budgétaire pour la vaccination. Elle mentionne aussi qu'elle voudra rencontrer certaines régions pour s'assurer de la coordination de l'opération de vaccination.</p> <p>Madame Savoie mentionne que le dépistage va très bien. Elle réitère que la plateforme choisie est Deloitte. Elle souhaite que les PDG discutent avec leur DRSP afin de s'assurer que les équipes de traçage restent mobilisées en cas de hausse de cas.</p> <p>Madame Savoie mentionne que l'une des grandes priorités des prochains mois est le plan de rattrapage des chirurgies.</p> <p>Madame Savoie demande aux PDG de regarder leur plan de match sur les inspections des milieux privés et de rehausser le niveau de vigilance au regard de la conformité des pratiques et de la qualité des milieux.</p>	

	SUJETS	RESPONSABLE(S)
2.2	<i>Situation financière</i>	Pierre-Albert Coubat, DGFARB
	<p>Monsieur Coubat présente la situation financière des établissements publics du RSSS à l'issue de la 9e période financière et le suivi des coûts COVID-19 en date de la 9e période financière par établissement.</p> <p>Il mentionne que l'ensemble des coûts des médicaments non admissibles sera remboursé aux établissements. Le coût réel sera calculé à la P13 et il n'y aura pas de récurrence en 2021-2022 pour ce volet.</p>	
2.3	<i>Suivi des négociations</i>	Vincent Lehouillier, DGRHR
	<p>Monsieur Lehouillier présente le suivi des négociations avec les différents groupes.</p> <p>Concernant les fédérations médicales, ils ont traité surtout des enjeux en lien avec la COVID, mais ont repris les travaux pour les enjeux à moyen et long terme.</p> <p>Concernant les catégories 1 à 4, une entente de principe a été conclue avec la FIQ. Concernant les autres groupes, ils sont en toujours négociations avec les sept groupes représentant les RI-RTF.</p> <p>Pour les négociations des titulaires d'emplois supérieurs, ces travaux sont prévus à plus long terme, à la suite des négociations des autres groupes et des cadres.</p> <p>Monsieur Lehouillier mentionne que la main d'œuvre indépendante (MOI) a pris de l'ampleur dans le réseau. Une cueillette de données sera lancée prochainement pour avoir un portrait du recours à la MOI chaque deux semaines, même s'il ne s'agit plus d'une mesure du plan stratégique. Des travaux sont en cours pour la publication d'un arrêté ministériel plus contraignant pour les agences de MOI afin de limiter le recrutement du personnel du RSSS. Un comité ministériel a été créé afin de préparer un plan pour répondre aux enjeux associés à la MOI.</p>	
2.4	Vaccination	Daniel Paré et Daniel Castonguay, DGSP
	<p>Monsieur Paré réitère que le réseau approche une nouvelle phase de la campagne de vaccination, avec le début de la vaccination massive au cours des prochaines semaines.</p> <p>Les principaux enjeux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Centrales d'appels : Selon les clientèles priorisées, on s'attend à un volume d'appel décroissant, mais il est important de prioriser les centres d'appels. La compagnie Pfizer garantit un volume spécifique de vaccins par semaine jusqu'à la fin mars et qui pourrait par la suite augmenter. Les livraisons seront confirmées aux établissements dès vendredi.</li> </ul>	

	SUJETS	RESPONSABLE(S)
	<ul style="list-style-type: none"> <li>Complexité de la cohabitation entre les activités pour l'octroi des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> doses.</li> <li>Enjeu de main d'œuvre : Monsieur Paré insiste sur la nécessité d'engager dès maintenant des ressources, car il y aura beaucoup de vaccination cet été. Il faut sécuriser les étudiants, la sous-traitance et les personnes issues de <i>Je contribue</i>.</li> <li>Une firme fera une tournée des sites de vaccination pour identifier les optimisations possibles afin que l'efficacité de chaque site soit maximisée.</li> <li>Communications : Les attentes sont élevées dans la population. Le ministre va parler des prochains groupes prioritaires et expliquera comment prendre rendez-vous. Des placements publicitaires sont prévus et la RAMQ aidera à envoyer des lettres à la population. Il y aura aussi des campagnes régionales pour inviter les gens à prendre rendez-vous.</li> </ul> <p>Prochainement, les pharmacies communautaires seront en mesure de vacciner dans leur pharmacie comme dans le cadre de la campagne de vaccination contre l'influenza. Ceci pourrait débiter au début du mois d'avril.</p> <p>Monsieur Paré mentionne que beaucoup d'entreprises veulent contribuer à la vaccination et demande aux établissements d'évaluer les propositions des entreprises sur leur territoire puisque leur contribution peut être bénéfique pour le déroulement de la campagne. L'implication des entreprises se feraient selon les mêmes balises que la campagne populationnelle.</p>	
3.	POINTS DE DISCUSSION, D'ORIENTATION ET DE DÉCISION	
4.	POINTS D'INFORMATION	
4.1	<i>Suivi de l'évolution des travaux du CNTSPU et des implications pour le MSSS et le Réseau</i>	Lucie Opatrny, DGAUMIP
	<p>Monsieur Michel C. Doré et madame Élyse Berger résument l'avancement des travaux du CNTSPU. Les enjeux importants sont : apparition de nouvelles offres en transports sanitaires hélicoptérés, implantation graduelle de la régulation, cohérence des actions, communications et la mise en œuvre des mesures de transformation.</p> <p>Les étapes à venir sont : la rédaction d'un projet de politique gouvernementale, l'élaboration de l'architecture du SPU et du plan de mise en œuvre et l'élaboration des modifications législatives, au calendrier pour l'automne 2021.</p>	
4.2	<i>Programme de prise en charge spécialisée de l'incontinence urinaire et de gestion des complications liées à la pose d'une bandelette</i>	Lucie Opatrny, DGAUMIP
	Madame Opatrny mentionne que les bandelettes sous-urétrales sont recommandées par les médecins depuis une vingtaine d'années pour traiter l'incontinence urinaire à l'effort de la femme. Environ 10 % des femmes éprouveraient des effets indésirables. Depuis la médiatisation des effets indésirables des bandelettes pour plusieurs femmes, un grand nombre d'entre elles se sont réunies afin de partager leur expérience et ont formulé plusieurs demandes telles que le remboursement pour le	

	SUJETS	RESPONSABLE(S)
	<p>retrait des bandelettes aux États-Unis.</p> <p>Le Collège des médecins a été saisi de cette problématique et a procédé à une enquête afin de mieux comprendre les enjeux et formuler des recommandations pour améliorer la prise en charge de ces femmes. Le rapport d'enquête a été publié en juin 2020, ce qui a hautement médiatisé le dossier.</p> <p>Malgré la présence d'urologues et d'urogynécologues aptes à retirer les bandelettes, le Québec n'offre pas, à ce jour, une organisation structurée d'évaluation et de prise en charge de ces patientes, ce que le programme proposé vise à encadrer. Il vise également l'organisation de services pour la gestion de l'incontinence urinaire.</p> <p>Le Programme relatif aux services de chirurgie de retrait radical d'une bandelette sous-urétrale fournis à l'extérieur du Québec confié à la Régie de l'assurance maladie du Québec a donc été déployé en décembre 2020.</p>	
4.3	<i>Mesures applicables pour l'utilisation des salles à manger en résidences privées pour aînés (RPA)</i>	Natalie Rosebush, DGAPA
	<p>Madame Rosebush mentionne qu'elle souhaite revenir sur les mesures applicables pour l'utilisation des salles à manger en résidences privées pour aînés, car plusieurs établissements ont été interpellés par des RPA. Elle mentionne que des enjeux ont été soulevés à la suite de la fermeture des salles à manger et à l'obligation de servir les repas aux unités locatives des résidents.</p> <p>Elle rappelle qu'un RPA peut faire une demande de dérogation temporaire à l'établissement en cas de situation exceptionnelle. La demande sera alors appréciée par l'établissement, en collaboration avec la direction régionale de santé publique. L'établissement devra faire un suivi serré auprès de la RPA et la situation doit être réévaluée régulièrement. Le MSSS devra être informé par l'établissement des demandes acceptées et de la durée de la dérogation.</p>	
4.4	<i>Suivi N95</i>	Josée Doyon, DGRHR
	<p>Madame Doyon informe les membres des travaux en cours depuis que la nouvelle directive a été émise. L'équipe ministérielle et la CNESST ont échangé sur les difficultés d'application et pour apporter les précisions requises. Un document explicatif sera transmis sous peu.</p> <p>Un échange s'ensuit entre les membres du CGR concernant l'application de la directive.</p>	
4.5	<i>Promotion de la plateforme de dépistage</i>	Jean Maitre, DGPS
	Monsieur Maitre présente l'état de l'avancement du déploiement de la plateforme de dépistage COVID-19 et l'actualisation des trajectoires de dépistage dans toute la province. Par la suite, il invite certains utilisateurs à faire un témoignage et	

	SUJETS	RESPONSABLE(S)
	partager les bonnes pratiques en lien avec l'utilisation de la plateforme.	
4.6	<i>Rappel des règles en gestion contractuelle</i>	Luc Desbiens, DGILEA
	<p>Monsieur Desbiens rappelle l'importance du rôle du responsable de l'application règles contractuelles (RARC) au sujet des contrats de gré à gré. Monsieur Desbiens mentionne que le RARC devrait relever du plus haut dirigeant de l'organisme. Il invite les PDG et les RARC à consulter les décisions de l'AMP sur leur site Web.</p> <p>Monsieur Desbiens rappelle l'importance d'obtenir toutes les autorisations requises selon les seuils établis des contrats.</p> <p>Monsieur Desbiens mentionne que le Conseil des ministres adoptera un resserrement des règles entourant les contrats de gré à gré dans le cadre de l'urgence sanitaire. Un document explicatif sera transmis prochainement.</p>	
4.7	<i>Report du renouvellement des C. A.</i>	Daniel Desharnais, DGCRMAI
	<p>Monsieur Desharnais mentionne que le processus de renouvellement des C. A. devrait avoir lieu en 2021.</p> <p>Une évaluation auprès de la Direction des affaires juridiques du ministère de la Santé et des Services sociaux est nécessaire afin de déterminer les modalités qui permettraient le report de l'opération dans le contexte de l'urgence sanitaire, le cas échéant. Des précisions seront transmises prochainement.</p>	
5.	<b>DÉPÔT DE DOCUMENTS</b>	
5.1	<i>Rapport de l'Indemnisation des victimes d'actes criminels (IVAC) – Délai moyen pour retourner les documents médicaux demandés</i>	Daniel Desharnais, DGCRMAI
6.	<b>CLÔTURE DE LA RENCONTRE</b>	Daniel Desharnais, DGCRMAI